



Tableau de bord interrégional de la construction

Cette étude a été réalisée pour le bureau de l'intégration de la démarche de développement durable par les acteurs économiques (IDAE 1, ex-BAESP) du MEEDDM.

Synthèse

Au cours des dix dernières années, le secteur de la construction a connu une progression d'activité générale sur l'ensemble du territoire national, quoique variable dans son ampleur d'une région à l'autre. C'est principalement dans les régions du Sud et de l'Ouest de la France que les progressions ont été les plus fortes.

Mais aujourd'hui, ce secteur est confronté à un retournement de conjoncture qui s'est opéré au cours de l'année 2008. Les signes de fléchissement d'activité, déjà observés en 2007, se sont confirmés au fil des mois et amplifiés après l'été, en conséquence de la crise financière internationale ayant elle-même déclenché une crise économique. Commencée sous de mauvais auspices, l'année 2009 s'est caractérisée par une forte contraction d'activité tant dans le secteur du logement que du non-résidentiel ; en outre, les autorisations de construire, en repli constant depuis le milieu de l'année 2008, ont poursuivi leur évolution négative, ce qui a pesé durablement sur l'activité de construction neuve, avec des répercussions sur l'année 2010. La situation a toutefois cessé de se dégrader et une amélioration se dessine sur le marché de la maison individuelle. Le marché de l'entretien-amélioration, quant à lui, très dynamique ces dernières années, a mieux résisté avant de connaître lui-même un certain infléchissement en fin d'année 2009, avec des carnets de commandes qui se remplissaient plus difficilement, autant de signes peu favorables pour démarrer l'année 2010. Les chiffres de consommation de ciment, qui constituent un bon indicateur global d'activité, ont de fait commencé à baisser dans bon nombre de régions françaises en 2008, évolution qui s'est accentuée et généralisée à l'ensemble du territoire national en 2009 ; la tendance pour 2010 reste négative mais elle tend toutefois à se redresser. En ce qui concerne les Travaux Publics, l'enquête d'opinion sur la conjoncture de juillet 2010 indique que l'activité, qui avait évolué défavorablement en 2008 et 2009, est restée médiocre au cours du premier semestre 2010 et les perspectives pour le troisième trimestre ne sont guère meilleures, malgré une atténuation sensible des opinions négatives.

Ce retournement de conjoncture a fini par peser sur l'emploi salarié du secteur qui avait été préservé en 2008 ; c'est l'in-térêt, à l'époque, qui avait servi de variable d'ajustement. En 2009, toutes les régions françaises enregistrent une baisse des effectifs, jusqu'à -5 % pour les régions les plus touchées.

Les données les plus récentes montrent que la situation tend aujourd'hui à se stabiliser, plusieurs régions françaises enregistrant au fil des mois un redressement du niveau d'activité, qui est limité, toutefois, au seul secteur du logement.

Octobre 2010

Tableau de bord interrégional de la construction

L'emploi dans le BTP

Source : UNEDIC

Evolution de l'emploi salarié permanent du BTP de 2000 à 2009 dans les régions françaises

1997 : base 100	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
FRANCE	109,3	111,4	112,1	112,9	115,4	119,4	124,8	130,6	135,7	132,1
ALSACE	108,2	108,9	106,7	105,2	105,3	106,2	110,5	113,0	117,1	113,7
AQUITAINE	120,0	124,3	125,8	127,9	130,9	136,8	145,1	151,3	156,5	152,5
AUVERGNE	114,3	115,3	114,7	117,0	120,3	123,4	129,3	133,4	138,1	136,6
BASSE-NORMANDIE	112,5	116,1	118,7	120	121,4	126,4	131,2	136,9	140,6	136,3
BOURGOGNE	110,0	111,0	111,7	113,0	116,0	118,0	122,1	128,4	131,3	128,7
BRETAGNE	113,7	116,8	118,8	122,4	125,3	132,0	139,5	145,1	149,3	143,6
CENTRE	107,6	109,7	110,5	111,6	112,9	116,3	120,3	125,7	127,0	123,1
CHAMPAGNE-ARDENNE	111,6	112,8	111,8	113,6	113,7	115,5	119,3	123,3	127,3	123,9
CORSE	114,2	120,6	125,3	135,6	144,6	153,3	164,3	171,5	183,1	190,2
FRANCHE-COMTÉ	108,7	109,9	110,9	112,5	115,9	118,6	122,9	128,1	128,1	123,0
HAUTE-NORMANDIE	108,1	110,0	110,7	111,8	113,1	116,2	121,6	128,3	133,8	130,4
ILE DE FRANCE	100,4	100,3	100	98,4	99,5	101,5	105,2	110,2	117,9	115,9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	116,1	121,9	123	128,8	135,5	143,6	152,2	162,0	165,3	157,9
LIMOUSIN	109,8	112,3	111,4	114,3	115,6	119,4	124,2	128,4	128,3	123,6
LORRAINE	106,0	106,2	104,8	103,8	103,8	107,0	110,7	115,8	115,8	110,8
MIDI-PYRÉNÉES	113,2	116,6	119,3	121,5	125,8	132,4	140,6	147,1	152,5	147,6
NORD-PAS-DE-CALAIS	111,8	113,9	114,4	114,7	115,7	118,1	123,3	128,6	133,8	129,4
PAYS DE LA LOIRE	114,4	118,8	121,1	122,7	125,0	128,9	136,1	143,2	147,9	144,9
PICARDIE	112,0	113,3	114,1	114,8	117,1	120,4	126,1	133,3	136,6	133,4
POITOU-CHARENTES	116,1	120,4	122,3	125,1	128,8	131,7	138,0	144,8	149,1	141,6
P.A.C.A.	111,5	114,9	116,7	118,0	124,5	132,3	137,9	144,3	150,3	145,6
RHÔNE-ALPES	108,6	110,7	111,8	112,6	115,9	121,0	126,8	132,6	139,6	136,9

A la faveur d'une activité en forte croissance pendant une dizaine d'années, la situation de l'emploi dans le secteur de la construction s'est sensiblement améliorée en France métropolitaine. Si l'on prend comme base le point le plus bas, atteint en 1997, on constate que le nombre d'emplois salariés recensés dans le secteur a progressé jusqu'en 2008 avant d'être revu à la baisse en 2009. Au final, il reste supérieur de 32 % par rapport à son point le plus bas.

Cette évolution se vérifie dans la plupart des régions françaises même si l'amplitude de la progression est assez variable d'une région à l'autre. On note que par rapport à l'année 1997, les régions qui ont enregistré les taux de progression les plus élevés sont toutes situées dans la partie Sud du pays, notamment la Corse (seule région qui reste orientée à la hausse en 2009), le Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Ailleurs sur le territoire national, c'est la région des Pays de la Loire, devant la Bretagne, qui sont les plus proches de ces régions en termes d'évolution. Au total, c'est la Lorraine qui enregistre le taux de progression le plus modeste. L'Alsace et l'Île de France apparaissent aussi en retrait par rapport aux autres régions.

On constate que le retournement de conjoncture auquel le secteur est actuellement confronté n'a eu pour effet que de ralentir la hausse des effectifs salariés, d'abord en 2008 puis en 2009, l'ajustement à la nouvelle donne ayant été fait, dans un premier temps, par une diminution très nette du recours à l'intérim et la non reconduction des contrats à durée déterminée. L'accentuation de la baisse d'activité en 2009 a toutefois provoqué un décrochage sur l'ensemble du territoire national, les plus importants se situant en Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon (de l'ordre de -5 % sur un an).

Tableau de bord interrégional de la construction

L'importance relative de l'emploi BTP dans les régions et du nombre de logements mis en chantier

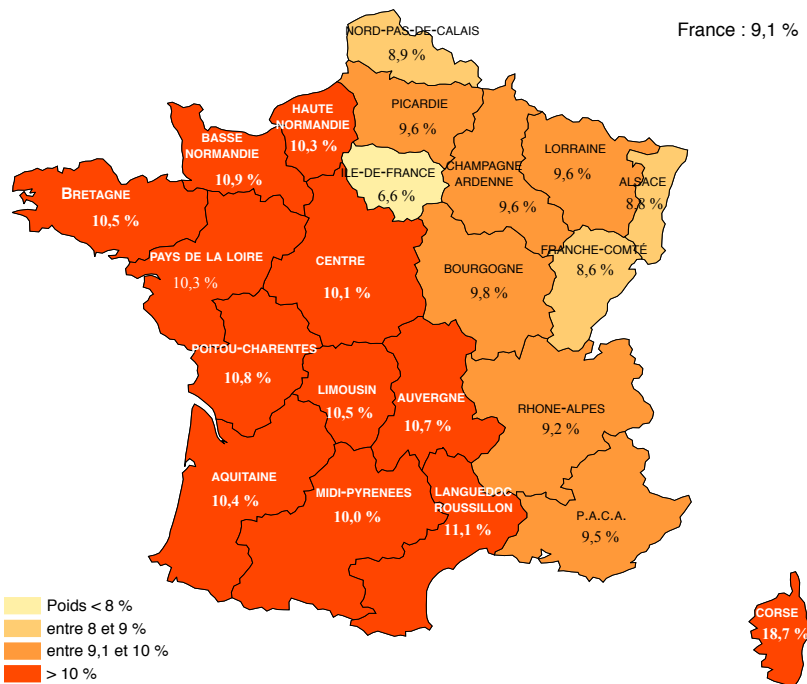
Source : UNEDIC, MEEDDM - SIT@DEL2

En France métropolitaine, le poids du secteur de la construction, avec près d'1,5 million de salariés, est de 9,1 % par rapport à l'ensemble des activités du champ ASSÉDIC.

D'une région à l'autre, le secteur de la construction pèse entre 9 et 11 % en termes d'emploi. Deux régions sortent de cette fourchette : l'Île-de-France, qui est au point le plus bas (6,6 %), et la Corse, qui est au point le plus haut (18,7 %). Entre ces deux extrêmes, c'est dans le Languedoc-Roussillon que le poids du secteur de la construction est le plus important (11,1 %).

Depuis plus de dix ans, l'emploi n'a cessé de croître en France dans le secteur de la construction. C'est une tendance que l'on retrouve dans l'ensemble des régions françaises ; elle est plus marquée toutefois dans les régions du sud. En prenant comme base le point le plus bas, atteint en 1997, le taux de progression, ralenti depuis deux ans, est encore de 32 % au niveau national en 2009.

Le poids (en nombre de salariés) du secteur construction sur l'ensemble du secteur privé par région au 31.12.2009



La dernière décennie (2000-2009) a été marquée par un développement considérable de la construction de logements, des niveaux inégaux depuis plus de trente ans ayant été atteints en 2006 et 2007, avant le décrochage de 2008, largement confirmé en 2009. La production moyenne annuelle des cinq dernières années a augmenté de près de 24 % au niveau national par rapport à la moyenne annuelle des cinq années précédentes. Rapportés à leur population, ce sont la Corse et la Bretagne qui ont fourni les plus gros efforts de construction ces dernières années avec un ratio de 10 logements pour 1 000 habitants, la moyenne nationale étant de 6 logements pour 1 000 habitants. D'une manière générale, on a plus construit à l'Ouest et au Sud qu'au Nord du territoire national. Après deux années de baisse, la situation tend à se redresser en 2010.

Le nombre total de logements mis en chantier pour 1 000 habitants par région (moyenne 2005-2009)

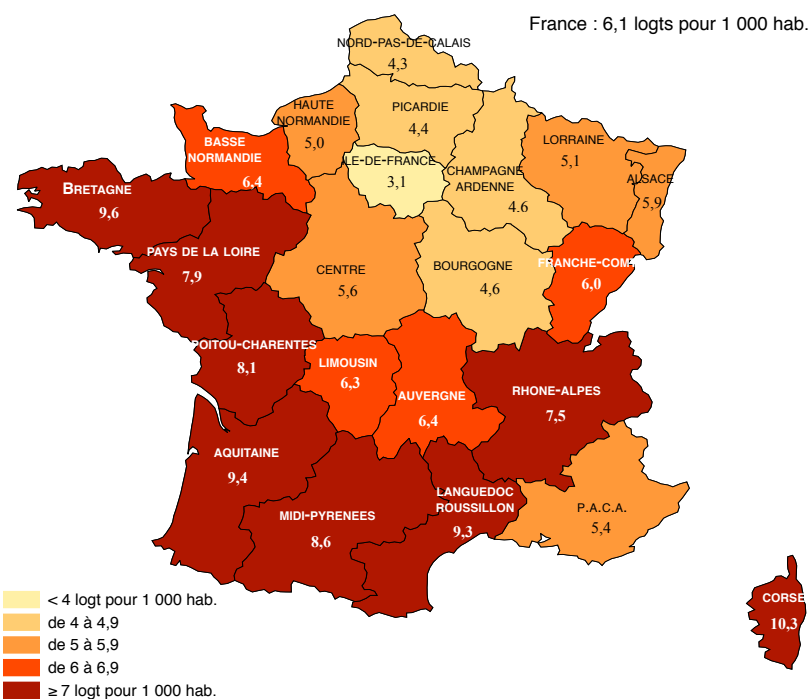


Tableau de bord interrégional de la construction

Démographie et logement

Source : INSEE - MEEDDM - Enquête EPLS

Démographie (estimation population au 1 janvier 2010) et logement (Recens. Pop. 2007) dans les régions françaises en 2009

	Population		TOTAL Logements		Parc HLM			Taux propr.	Résid. secondaires	
	milliers	%/France	Nombre	%/France	Nombre	%/France	%/TOT. LOGT	RP*	Nombre	%/France
FRANCE	62 469		31 448 708		4 372 868		13,9	57,4	3 081 999	
ALSACE	1 847	3,0	833 212	2,6	104 433	2,4	12,5	58,1	20 331	0,7
AQUITAINE	3 200	5,1	1 695 652	5,4	137 180	3,1	8,1	60,2	205 769	6,7
AUVERGNE	1 343	2,1	773 914	2,5	65 955	1,5	8,5	63,2	95 796	3,1
BASSE-NORMANDIE	1 467	2,3	802 003	2,6	110 503	2,5	13,8	58,8	128 875	4,2
BOURGOGNE	1 637	2,6	876 094	2,8	105 850	2,4	12,1	62,9	83 846	2,7
BRETAGNE	3 163	5,1	1 695 398	5,4	148 238	3,4	8,7	63,5	231 652	7,5
CENTRE	2 544	4,1	1 272 064	4,0	187 094	4,3	14,7	60,2	88 602	2,9
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 336	2,1	652 858	2,1	137 989	3,2	21,1	55,8	25 877	0,8
CORSE	307	0,5	204 604	0,7	12 115	0,3	5,9	54,9	71 032	2,3
FRANCHE-COMTÉ	1 168	1,9	573 907	1,8	75 984	1,7	13,2	60,4	36 623	1,2
HAUTE-NORMANDIE	1 822	2,9	842 550	2,7	169 248	3,9	20,1	55,9	40 226	1,3
ILE DE FRANCE	11 746	18,8	5 339 544	17,0	1 207 310	27,6	22,6	47,4	150 684	4,9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 616	4,2	1 590 996	5,1	117 660	2,7	7,4	58,5	349 643	11,3
LIMOUSIN	741	1,2	432 219	1,4	38 913	0,9	9,0	64,2	54 948	1,8
LORRAINE	2 342	3,7	1 102 294	3,5	149 956	3,4	13,6	59,3	37 484	1,2
MIDI-PYRÉNÉES	2 865	4,6	1 503 802	4,8	112 982	2,6	7,5	60,8	159 589	5,2
NORD-PAS-DE-CALAIS	4 022	6,4	1 757 681	5,6	392 860	9,0	22,4	56,3	57 555	1,9
PAYS DE LA LOIRE	3 538	5,7	1 775 548	5,6	198 307	4,5	11,2	63,6	211 754	6,9
PICARDIE	1 906	3,1	853 828	2,7	134 546	3,1	15,8	62,1	42 553	1,4
POITOU-CHARENTES	1 759	2,8	966 708	3,1	77 102	1,8	8,0	64,7	128 223	4,2
P.A.C.A.	4 940	7,9	2 770 977	8,8	267 903	6,1	9,7	54,3	479 039	15,5
RHÔNE-ALPES	6 160	9,9	3 132 855	10,0	420 740	9,6	13,4	57,2	381 898	12,4

* RP : Résidences Principales

La France métropolitaine compte 62,5 millions d'habitants selon le dernier recensement général de la population. L'Ile-de-France, où se concentrent près d'un habitant sur cinq, reste la région la plus peuplée ; il y a ensuite les régions Rhône-Alpes et P.A.C.A. qui pèsent à elles deux à peine le poids de l'Ile-de-France en nombre d'habitants. A l'opposé, on trouve la Corse (moins de 1 % de la population française), le Limousin (1,2 %) et la Franche-Comté (1,9 %).

Le parc de logements se compose de 31,4 millions d'unités. On constate que chaque région représente en nombre de logements un poids équivalent à son poids démographique, à quelques exceptions près : en Ile de France, le parc de logements représente un poids inférieur à son poids démographique ; c'est le cas aussi dans le Nord-Pas-de-Calais, alors qu'en Languedoc-Roussillon et en P.A.C.A, c'est l'inverse.

Le taux de propriété dans le parc de résidences principales est de 57 % au niveau national. C'est en Poitou-Charentes qu'il est le plus élevé, soit 64,7 %, et en Ile de France qu'il est le plus bas (47,4 %).

Le parc HLM se compose, quant à lui, de 4,4 millions d'unités, représentant 14 % du nombre total de logements en France métropolitaine. Un bon quart de ce parc (28 %) se concentre en Ile de France. C'est dans cette région ainsi que dans le Nord-Pas-de-Calais que la part des HLM dans le total des logements est la plus élevée, soit plus de 22 % ; elle n'est que de 6 % en Corse et de 7 % en Languedoc-Roussillon.

Enfin, un peu plus de 3 millions de logements sont des résidences secondaires, soit 10 % du parc total. Ce type de logement tend à se concentrer dans le Sud du Pays, notamment en P.A.C.A qui totalise près de 16 % du parc national.

Tableau de bord interrégional de la construction

La conjoncture dans le BTP

Source : MEEDDAT - SIT@DEL2, SFIC - FNTP

La conjoncture dans le BTP à fin août 2010

	Logements mis en chantier			Locaux mis en chantier		conso. ciment (sur 6 mois)			Enquête conjoncture TP ⁽¹⁾	
	nbre logt	%/France	évolution*	milliers m2	évolution*	milliers T	%/France	évol. 09/08	activ. passée	activ. future
FRANCE	316 973		-5,4	23 298,9	-22,2	10 121,5		-4,0	-14	-20
ALSACE	11 063	3,5	18,5	821,3	-21,5	304,8	3,0	-1,3	-55	-16
AQUITAINE	22 349	7,1	-12,0	1 484,8	-13,9	618,3	6,1	1,7	-21	-8
AUVERGNE	6 332	2,0	-3,3	565,7	-25,9	210,4	2,1	-7,2	-19	12
BASSE-NORMANDIE	7 605	2,4	-6,5	741,2	-40,2	264,0	2,6	-6,4	32	-11
BOURGOGNE	6 310	2,0	-9,1	565,9	-33,0	244,5	2,4	-14,7	-1	-8
BRETAGNE	21 250	6,7	-15,1	1 606,5	-29,6	619,3	6,1	-9,6	-15	-16
CENTRE	12 601	4,0	-12,0	1 167,5	-24,9	419,0	4,1	-8,8	-35	-14
CHAMPAGNE-ARDENNE	5 636	1,8	-9,1	493,0	-27,1	220,5	2,2	-1,3	-46	-75
CORSE	3 709	1,2	23,5	92,0	75,6	123,0	1,2	7,8	intégré à PACA	
FRANCHE-COMTÉ	5 765	1,8	-6,7	391,0	-48,3	192,9	1,9	-12,4	-9	9
HAUTE-NORMANDIE	8 685	2,7	17,3	620,3	-4,1	265,4	2,6	-9,3	16	-5
ILE DE FRANCE	38 341	12,1	-0,7	2 887,4	-15,1	1 175,3	11,6	-1,8	19	-12
LANGUEDOC-ROUSSILLON	23 035	7,3	-3,5	1 460,6	-5,9	566,3	5,6	-2,5	-12	-21
LIMOUSIN	3 006	0,9	-12,2	249,9	-40,7	100,4	1,0	-4,9	-43	-40
LORRAINE	7 924	2,5	-35,4	621,2	-29,9	319,6	3,2	-3,2	17	-13
MIDI-PYRÉNÉES	19 065	6,0	4,3	1 230,4	-23,5	625,8	6,2	-2,0	-22	-18
NORD-PAS-DE-CALAIS	14 687	4,6	-5,7	1 106,0	-40,9	460,7	4,6	-3,0	-9	-18
PAYS DE LA LOIRE	24 837	7,8	7,6	2 339,7	-6,5	756,5	7,5	1,2	-38	-28
PICARDIE	7 129	2,2	-0,9	686,3	-23,4	260,5	2,6	-6,4	-16	-21
POITOU-CHARENTES	10 737	3,4	-8,9	748,8	-24,1	316,8	3,1	-2,7	-28	-17
P.A.C.A.	19 097	6,0	-7,2	1 120,9	-4,6	966,6	9,5	-4,8	9	-21
RHÔNE-ALPES	37 810	11,9	-9,4	2 298,5	-24,7	1 090,9	10,8	-4,5	-22	3

* évolution en année mobile (les 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents)

(1) enquête de juillet 2010 - soldes d'opinions (hausse/diminution)

Le secteur de la construction en France métropolitaine est confronté à un retournement de conjoncture qui s'est opéré au cours de l'année 2008. Déjà perceptible en 2007, le fléchissement d'activité s'est confirmé au fil des mois et amplifié après l'été avec la crise économique engendrée par la crise financière internationale. La situation a continué de se dégrader en 2009, la contraction d'activité s'atténuant toutefois au fil des mois dans le secteur résidentiel. Le nombre de logements mis en chantier au cours des douze derniers mois (à fin août 2010) reste en retrait (-5 %) par rapport aux douze mois précédents au niveau national, un retournement positif s'étant déjà opéré dans trois régions. Dans le secteur non résidentiel, l'activité est toujours très ralentie, le déficit en termes de production étant de 22 % au niveau national sur la période considérée*. En ce qui concerne les Travaux Publics, la dernière enquête de conjoncture de juillet 2010 fait état d'une activité médiocre au deuxième trimestre 2010 et de perspectives pour le troisième trimestre encore pessimistes même si les opinions négatives diminuent sensiblement.

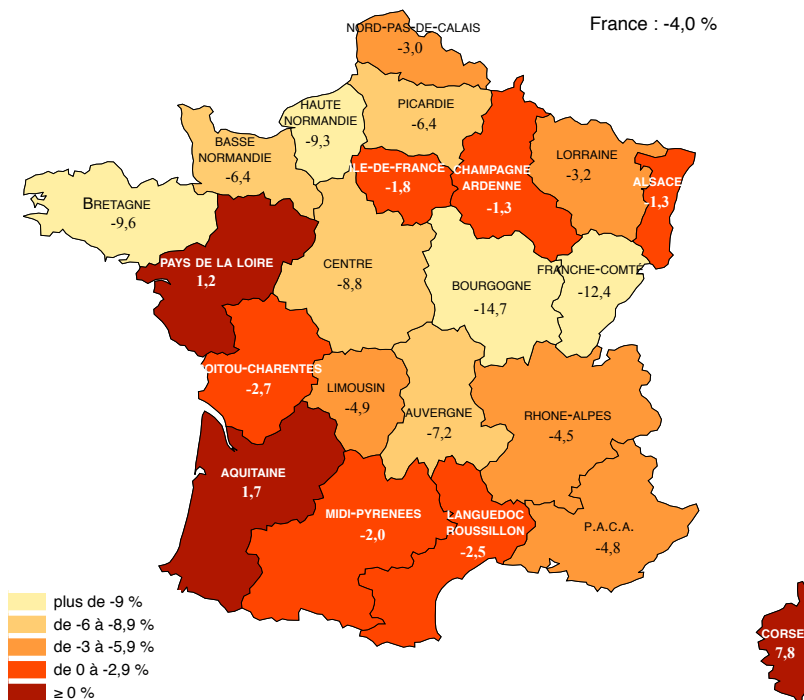
Aucune région française n'échappe à ce ralentissement général d'activité. La situation tend toutefois à se stabiliser dans plusieurs régions qui devraient enregistrer en 2010 des résultats meilleurs qu'en 2009 ; en matière de construction de logements, c'est le cas dans deux régions sur trois mais en matière de construction de bâtiments non résidentiels, seule la région P.A.C.A. bénéficie d'un retournement favorable ; l'Île-de-France et les Pays de la Loire aussi, mais seulement dans le tertiaire.

Tableau de bord interrégional de la construction

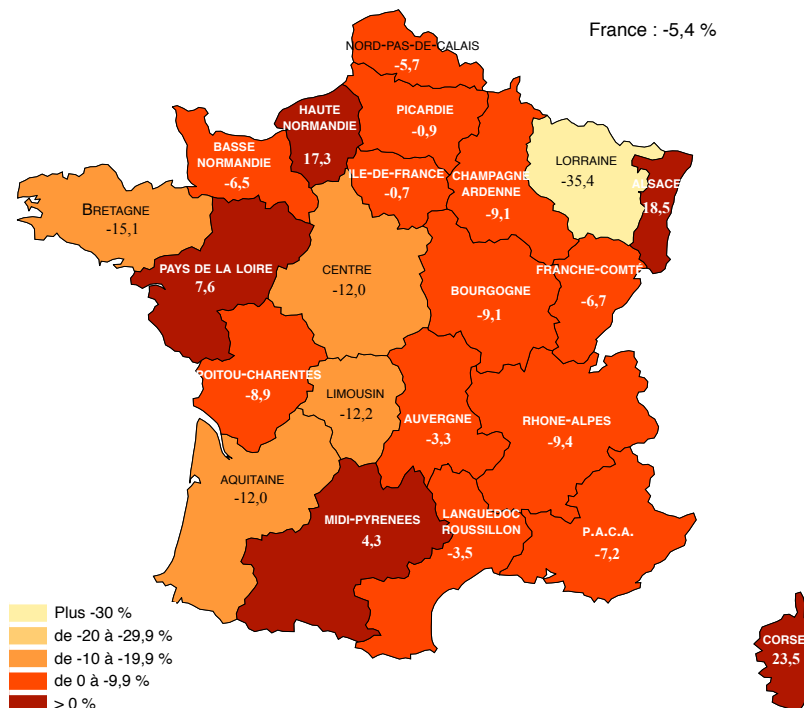
La conjoncture dans le BTP (suite)

Source : SFIC, SG-MEEDDM-SITADEL

Evolution de la consommation de ciment (6 mois 10/6 mois 09)



Evolution des mises en chantier de logements (en année mobile à fin août 2010)



Le réseau des Cellules économiques régionales de la construction a réalisé le tableau de bord interrégional de la construction à la demande du Bureau de l'intégration de la démarche de développement durable (IDAE 1, ex-BAESP) du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Site du réseau des CERC : <http://www.cerc-actu.com>